

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 11/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société COURBIS MASTER PARTS

12 rue Claude Bernard
BP 251
26100 Romans-sur-Isère

Référence : 20230511-RAP-DAEN0514
Code AIOT : 0003201783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement COURBIS MASTER PARTS implanté 12 rue Claude Bernard BP 251 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 17/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée afin de vérifier la situation administrative du site, après avoir constaté que des déchets dangereux d'un autre site du même groupe transitait par l'installation (activité relevant d'une rubrique sur le transit de déchets dangereux).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COURBIS MASTER PARTS
- 12 rue Claude Bernard BP 251 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0003201783
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société COURBIS MASTER PARTS est spécialisée dans la conception et la réalisation de pièces techniques en polymères (notamment des capotages techniques à forte résistance).

L'établissement a modernisé ces dernières années ses équipements de fabrication avec notamment l'implantation d'une nouvelle presse (2021) et d'une nouvelle chaîne de peinture robotisée (2023).

Le site est spécialisé dans la fabrication via le procédé « RIM » PDCPD (Reaction Injection Molding), correspondant à l'injection sous presse de matières thermodurcissables (DCPD pour dicyclopentadiène, principale substance des mélanges utilisés pour la fabrication).

L'établissement bénéficie d'un récépissé de déclaration daté du 13/08/2003 pour l'exploitation d'installations classées destinées à la fabrication de pièces en polymères et l'application de peinture notamment (rubrique 2661 et 2940).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, articles L512-1, L512-7 et L512-8	Mise en demeure (dépôt de dossier) Lettre de suite préfectorale (prise d'acte) Prescriptions complémentaires	1 et 4 mois
2	Modification des installations déclarées	Code de l'environnement, article R.512-54	Lettre de suite, Prescriptions complémentaires	2 mois
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.3	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société COURBIS MASTER PARTS est très sensibilisée à la réglementation ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement), dans la mesure où le groupe COURBIS exploite sur la même commune de Romans-sur-Isère une installation Seveso seuil haut (COURBIS Smart Polymers, ex. COURBIS Synthèse). Le responsable QSE du groupe suit ces deux sites.

La visite a permis de mettre en évidence plusieurs écarts sur la gestion administrative des installations classées du site. Cette situation n'apparaît pas acceptable au regard d'une part des risques présentés par les installations exploitées concernées et d'autre part des connaissances de l'exploitant qui ne peut ignorer la réglementation applicable.

L'exploitant a indiqué qu'il avait mis en place des moyens notables ces dernières années pour la modernisation de ses installations industrielles (avec dernièrement la mise en service d'une nouvelle chaîne de peinture robotisée et d'un système de traitement des rejets de type oxydateur thermique). Il s'engage à répondre dans les meilleurs délais aux écarts relevés sur la situation administrative des installations.

La mise en conformité des installations fera l'objet d'un suivi de l'inspection. La constitution des dossiers nécessaires sera également l'occasion de s'assurer de la bonne mise en œuvre des prescriptions générales imposées aux installations relevant du régime de la déclaration. À noter que l'inspection propose de prescrire la réalisation d'une étude de dangers portant sur l'ensemble des installations du site à l'occasion de la réalisation du dossier de régularisation de l'installation de transit de déchets dangereux relevant du régime de l'autorisation (gestion des déchets du groupe uniquement).

2-4) Fiches de constats

Cf. pages suivantes.

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L.512-1, L.512-7 et L.512-8
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Récépissé de déclaration n°2003/53 du 13/08/2003 concernant des installations exploitées par la SARL Courbis Mastershock, relevant du régime de la déclaration sous les rubriques 1432.2.2.b (40 m³), 1433.B.b (2t), 2661.1.1b (2t/j), 2663.1.b (500 m³), 2920.2.b (80kW) et 2940.2.b (25 kg/j).</p> <p>Nomenclature des installations classées</p> <p>Courrier COURBIS Mastershock du 13 mai 2016, de demande de bénéfice des droits acquis (courrier sans réponse)</p> <p>Code de l'environnement * Article L. 512-1 (A) <i>« Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</i> <i>L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier. »</i></p> <p>* Article L. 512-7 (E) <i>« I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</i> <i>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</i> <i>I bis. – L'enregistrement porte également sur les installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L. 214-1 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont regardés comme faisant partie de l'installation et ne sont pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 et du chapitre unique du titre VIII du livre Ier. »</i></p> <p>* Article L. 512-8 (D) <i>« Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</i> <i>La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6. »</i></p>
Constats : <p>Préalablement à la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de préparer les éléments permettant de faire un point sur la situation administrative de l'établissement vis-à-vis des installations relevant de la nomenclature des installations classées. Cette demande a été formulée avec le détail des éléments attendus dans le courriel d'annonce de la visite du 9 mars 2023.</p>

À noter que la réalisation d'une visite portant sur la situation administrative ICPE de l'établissement avait déjà été mentionnée en novembre 2022 (courriel du 14/11/2022 mentionnant la réalisation d'une « *visite d'inspection en début d'année prochaine* »).

Les éléments à tenir à la disposition de l'inspection concernaient l'état des stocks (substances et mélanges dangereux), les tonnages maximaux journaliers de transformation de polymères, les tonnages des matières premières de type polymères, les tonnages de produits finis comportant des polymères, les volumes et tonnages des autres produits combustibles, les volumes des bâtiments, les consommations maximales journalières des peintures et de solvants, ainsi que le registre déchets.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas préparé les éléments attendus. La réalisation d'un point de situation précis sur la situation administrative tel qu'envisagé n'a pas pu être réalisé (rubriques 1510, 1532, 1530, 2661, 2662, 2663, 2940, 4130, 4330 et 4331).

L'exploitant n'a pas non plus été en mesure de présenter lui-même un état du classement de ses installations sous ces rubriques. L'exploitant a pourtant bien conscience de l'évolution de ses installations classées et du besoin d'augmentation des seuils autorisés pour son développement d'activité (voir le point de contrôle ci-après pour l'application de peinture notamment), mais n'a pas réalisé de point précis sur l'état actuel de ses installations et les besoins à venir.

Observation n°1 : L'exploitant transmet sous 1 mois un état du classement de ses installations vis-à-vis des rubriques de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant a tout de même été en mesure de présenter un inventaire des substances et mélanges dangereux présents sur l'établissement. Il a été précisé que l'inventaire présenté en séance n'était pas consolidé, car l'outil utilisé est partagé par plusieurs établissements et qu'une mise à jour était nécessaire du fait de modifications récentes apportées aux entités du groupe.

Un inventaire en date du 15/03/2023 a ensuite été transmis à l'inspection par courriel (fichier comportant notamment la désignation des produits, les quantités présentes, les tonnages maximaux sur 2021-2022 et les mentions de danger). Sur la base de cet inventaire, l'inspection a réalisé un état du classement des installations sous les rubriques 4331, 4510, 4511, 4130 et 4411.

Il apparaît, sur la base des éléments transmis, que les installations exploitées ne relèvent pas d'un classement sous les rubriques 4331, 4510, 4511 ou 4411 (quantités sous les seuils). Par contre, **l'installation relève d'un classement à autorisation sous la rubrique 4130.2** (substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation). Ce classement concerne les produits « TELENE » (1650 A, 1650 BK et 1854 A) utilisés dans la fabrication des pièces en polymères.

Le seuil de l'autorisation est de 10 t, la quantité présente sur site au 15/03/2023 était d'environ 13,3 t et la quantité maximale présente sur 2021-2022 était de 41 t, soit inférieure au seuil seveso seuil bas sous cette rubrique.

Il convient de noter que l'exploitant avait sollicité un bénéfice des droits acquis pour une quantité de 25 t sous cette rubrique dans son courrier du 13 mai 2016, conformément aux dispositions prévues par l'article L. 531-1 du code de l'environnement, sans toutefois apporter de justification à ce classement (pas de réponse apportée par l'administration à ce courrier).

En réponse aux demandes de l'inspection, l'exploitant a transmis différentes versions des fiches de données de sécurité pour ces produits, ainsi qu'un message du fournisseur. Il ressort qu'il y a effectivement eu une évolution du classement des produits concernés du fait de l'évolution du règlement CLP portant notamment sur la classification et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses.

L'inspection considère par conséquent que l'antériorité sollicitée en 2016 pour 25 tonnes sous la rubrique 4130.2 est recevable et propose qu'il soit pris acte de ce classement.

Néanmoins, au regard des dangers présentés par ces substances et des quantités présentes sur l'établissement (notamment toxiques par inhalation, inflammables et dangereuses pour l'environnement), **il est proposé d'imposer la réalisation d'une étude de dangers** par arrêté (projet d'arrêté joint en annexe).

Observation n°2 : L'installation relevant de la rubrique 4130 étant autorisée au bénéfice des droits acquis (régime d'autorisation), elle n'a pas fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation avec tous les éléments d'appréciation concernant les risques et nuisances associés, ni d'un encadrement en conséquence. Considérant la nature des substances concernées, l'inspection des installations classées considère que la réalisation d'une étude de dangers visant à justifier des conséquences potentielles en cas d'incident/accident et du niveau de maîtrise des risques de l'exploitant est nécessaire.

L'exploitant a par ailleurs proposé la mise en place de mesures complémentaires en réponse à des observations de l'inspection sur les risques liés aux incompatibilités entre les produits TELENE A et B. Ces mesures sont reprises dans le projet d'arrêt.

Par ailleurs, la visite des installations a permis de constater l'absence de séparation coupe-feu entre les différentes installations, notamment entre les zones de production, les zones de stockage des pièces fabriquées et les zones d'application de peinture. Il apparaît donc nécessaire d'analyser les risques du site dans sa globalité.

À noter tout de même que les stockages des substances relevant de la rubrique 4130.2 (en dehors des quantités directement nécessaires à la production), sont situés dans des armoires éloignées des bâtiments. Ce point est satisfaisant du point de vue de la maîtrise des risques sur le site (pour prévenir un effet domino), mais avec une implantation qui reste à revoir du fait de l'implantation des armoires en limite de propriété (distances d'effets hors sites à déterminer).

Observation n°3 : L'inspection des installations classées considère que l'étude de dangers doit porter sur l'ensemble des installations de l'établissement.

Enfin, comme déjà évoqué par courriel auprès de la société, l'exploitant exploite une installation de transit de déchets dangereux relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées, sans l'autorisation requise. Il convient de noter que l'exploitant réalise un transit uniquement pour les déchets du groupe de sites présents sur Romans-sur-Isère (notamment pour le site COURBIS Smart Polymers, ex. COURBIS Synthèse). La quantité présente est nettement supérieure à 1 tonne.

Non-conformité n°1 : Une installation relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées est exploitée sans l'autorisation requise. L'exploitant doit régulariser sa situation en déposant, sous 4 mois (échéance à compter de la signature de la mise en demeure proposée), un dossier de demande d'autorisation conformément aux dispositions prévues par le code de l'environnement. À noter qu'il convient de déposer dans les meilleurs délais une demande d'examen au cas par cas afin de savoir si une évaluation environnementale est nécessaire pour la régularisation administrative de l'installation.

L'exploitant a indiqué que cette installation de transit est ancienne et a déjà été observée par l'inspection des installations classées. La rubrique est applicable depuis sa création par le décret 2010-367 du 13/04/2010.

L'intérêt de ce regroupement réside en particulier par la place disponible sur le site pour une gestion de ces déchets en sécurité. Les conditions d'exploitation de l'installation semblent satisfaisantes. Il apparaît utile que l'exploitant se positionne, dans le cadre de la régularisation de son activité, sur les dispositions prévues par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 applicables aux installations relevant de la déclaration sous la rubrique 2718 (récolement).

Observation n°4 : L'exploitant joint au dossier de régularisation un récolement à l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Par ailleurs, il est à noter que le transit de déchets entre deux établissements distincts (y compris du même groupe), doit faire l'objet d'un suivi par bordereau de suivi de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure (dépôt de dossier), lettre de suite préfectorale (prise d'acte bénéfice des droits acquis 4130) et prescriptions complémentaires (étude de dangers)

Proposition de délais : 1 et 4 mois

N° 2 : Modification des installations déclarées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/03/2023, article R.512-54
Thème(s) : Situation administrative, Gestion administrative des modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : R.512-54 du code de l'environnement <i>« I. - Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.</i> <i>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.</i> <i>S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.</i> <i>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite, les modifications en cours sur son installation relevant de la rubrique 2940.2 de la nomenclature des installations classées (application de peinture). Il a notamment indiqué qu'une nouvelle installation sera prochainement mise en service, avec une application automatisée. Cette modification n'a pas été déclarée au préfet avant sa réalisation. Il est à noter que depuis la visite, la nouvelle ligne de peinture robotisée a été officiellement inaugurée le 28/04/2023. Il n'y a pas eu de transmission de dossier de modification dans l'intervalle. La quantité maximale de produits mise en œuvre, déclarée en 2003, était de 25 kg/j. L'exploitant a indiqué être désormais proche du seuil de l'enregistrement qui est de 100 kg/j. À noter que l'inspection des installations classées n'a pas procédé à un contrôle visant à vérifier précisément ce seuil sur la base des quantités achetées / consommées ces dernières années. Selon l'exploitant, la quantité maximale appliquée par jour serait de l'ordre de 80 à 90 kg, ce qui représente dans tous les cas une augmentation très significative par rapport à la déclaration initiale. Cette augmentation n'a pas non plus été déclarée au préfet. Au regard de l'importance des évolutions des conditions d'exploitation et des quantités appliquées, l'inspection des installations classées considère que la modification de l'installation relevant de la rubrique 2940 est substantielle. Observation n°5 : Du fait de l'exploitation d'une installation relevant du régime de l'autorisation par bénéfice des droits acquis (rubrique 4130), la régularisation des installations relevant du régime de la déclaration doit désormais être réalisée selon les règles de procédure du régime de l'autorisation. Dans le cas présent, en application de l'article R. 181-46 (et non plus R. 512-54). Non-conformité n°2 : L'exploitant n'a pas déclaré au préfet les modifications apportées à ses installations d'application de peinture déclarées en 2003 (rubrique 2940). L'exploitant porte à la connaissance du préfet les modifications et impacts associés, selon les dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Les modifications intervenues depuis la déclaration initiale étant considérées comme substantielles, elles sont soumises à l'ensemble des dispositions applicables aux nouvelles installations. Échéance : 2 mois. Pour ce qui concerne l'activité de transformation de polymères, l'activité a également beaucoup évolué par rapport à la déclaration initiale. L'exploitant indique que la capacité de production est similaire à celle déclarée en 2003 (quantité de manière traitée inférieure à 2 t/j), mais l'organisation de la production a nettement évolué (nouvelle presse, extension des bâtiments, etc.). Ces modifications notables n'ont pas été déclarées au préfet.

Non-conformité n°3 : L'exploitant n'a pas déclaré au préfet les modifications apportées à ses installations de transformation de polymères déclarées en 2003 (rubrique 2661). L'exploitant porte à la connaissance du préfet les modifications et impacts associés, selon les dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Échéance : 2 mois.

Observation n°6 : Un dossier de demande d'autorisation environnementale devant être déposé pour la régularisation de l'activité de transit de déchets relevant de la rubrique 2718, la régularisation des modifications des installations susmentionnées pourra être intégrée à ce dossier sous le même délai.

Lors de la visite, l'attention de l'exploitant a été attirée sur la possibilité d'un classement des stockages de produits finis sous la rubrique 2663.2 (autres stockages de produits composés d'au moins 50 % de polymères), alors que la déclaration initiale de 2003 porte sur la rubrique 2663.1 (cas des polymères à l'état alvéolaire ou expansé).

La visite a également été l'occasion d'attirer l'attention de l'exploitant sur certaines dispositions imposées par l'arrêté de prescriptions générales pour les activités relevant du régime de la déclaration sous les rubriques 2661 et 2663 (.1 ou .2), concernant par exemple le comportement au feu des bâtiments, le désenfumage, les moyens de secours ou la gestion des eaux d'extinction.

La visite n'avait pas pour objet le contrôle de ces dispositions.

Dans le cadre de la régularisation de la situation administrative des installations du site et du prochain suivi du site selon les règles de procédure du régime de l'autorisation, il apparaît pertinent de disposer d'un état des lieux du respect des dispositions applicables aux installations relevant du régime de la déclaration. Cela concerne les installations relevant des rubriques 2661, 2663 et 2940.

Observation n°7 : Pour les installations relevant du régime de la déclaration sous les rubriques 2661, 2663 et 2940, l'exploitant réalisera un récolement aux prescriptions générales imposées par les arrêtés ministériels applicables. Le résultat sera intégré au dossier de demande d'autorisation le cas échéant.

L'exploitant n'a pas fait réaliser de contrôle périodique de son installation classée relevant de la rubrique 2940 sous le régime « DC » : installation soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement (**Non-conformité n°4**).

Ce contrôle n'est toutefois pas applicable aux installations soumises à ce contrôle incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (R. 512-55). Cet écart est donc de fait levé avec l'antériorité sous la rubrique 4130.

L'absence de ce contrôle pendant les années précédentes a toutefois été préjudiciable pour le suivi des conditions d'exploitation de l'installation, par rapport aux dispositions prévues par le code de l'environnement. La réalisation d'un récolement comme demandé dans l'observation n°6 permettra de faire un état des lieux a posteriori sur les installations modifiées.

Il est à noter que si l'exploitant déposait une demande d'enregistrement pour être autorisé à appliquer plus de 100 kg/j de peinture, cela rendrait caduque la demande de récolement aux dispositions applicables aux installations relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2940 (un récolement serait alors réalisé aux dispositions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite (non-conformités), Prescriptions complémentaires (observation n°7)

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 6.3. Mesure de la pollution rejetée a) Cas général, hors COV <i>« Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. (...) »</i></p> <p>b) Cas des COV <i>« Tout exploitant d'une installation consommant plus de 1 tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.</i> <i>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i></p> <p>Arrêté du 14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (...) 6.3 - Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée a) Cas général <i>« (...) Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets.</i> <i>(...) »</i></p>
<p>Constats : La dernière mesure sur les différents rejets atmosphériques de l'établissement a été réalisée en avril 2019, soit il y a plus de 3 ans.</p> <p>Il convient de noter que l'exploitant a mis en place un système de traitement de ses rejets air issus des activités de revêtements de type RTO (oxydateur thermique régénératif). Il précise que cet équipement était nécessaire pour la conformité de ses rejets en COV. L'exploitant a souhaité attendre la mise en place de ce système de traitement, complémentaire aux filtres présents sur les installations, avant de réaliser une nouvelle mesure de surveillance de ses rejets.</p> <p>Non-conformité n°5 : L'exploitant n'a pas fait réaliser tous les 3 ans une mesure de ses rejets air de l'installation relevant de la rubrique 2940, contrairement aux dispositions prévues par le point 6.3 de l'arrêté de prescriptions générales du 02/05/2002. L'exploitant n'a pas fait réaliser tous les ans une mesure de ses rejets air de l'installation relevant de la rubrique 2661, contrairement aux dispositions prévues par le point 6.3 de l'arrêté de prescriptions générales du 14/01/2000.</p> <p>L'existence d'un plan de gestion de solvants n'a pas fait l'objet d'un contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois